Perspective Afrique

Vol. 2, No. 1, 2006, pp.17-21

Disponible en ligne
www.perspaf.org

Revue d'ouvrage

Legacies of Power

Leadership Change and Former Presidents in African Politics[#]

Moudjib Djinadou [*1]

Au-delà de la question des successions présidentielles en Afrique, cet ouvrage illumine les circonstances et la philosophie qui entourent l'accession et le départ du pouvoir de ceux dont les noms et la personnalité ont été inextricablement liés au pouvoir ultime et suprême, au cours des cinquante dernières années. Les douze chapitres, d'auteurs divers, vont de l'icône africaine et universelle Nelson Mandela, au très controversé président zimbabwéen Robert Mugabe.

Le dénominateur commun ici, c'est que l'héritage des pouvoirs africains est difficile à évaluer. A l'exception de l'Afrique du Sud, -dont le cas est exceptionnel à bien des égards-, nier le patrimoine des prédécesseurs semble être la marque des nouveaux régimes, même si ces derniers accédèrent au pouvoir par la voie démocratique, et sont donc supposés tirer confiance du soutien populaire. Le livre fournit quelques explications de cet inconfort : en raison de la démocratisation progressive du continent, les anciens dirigeants, dont certains ont largement incarné l'Etat et personnifié le pouvoir pendant des décades, sont maintenant toujours en vie, présents sur le territoire, souvent influents, parfois politiquement actifs. Un contexte qui cause quelque embarras chez le successeur, dont le régime éprouve des difficultés à exercer tout le pouvoir en pareilles circonstances.

Sans surprise, Nelson Mandela se voit attribuer la pleine reconnaissance de l'ancien chef d'Etat dont l'impact est le plus fort après l'exercice du pouvoir. Sa conception du pouvoir fut si étendue qu'elle ne pouvait être restreinte à sa fonction de premier président élu d'Afrique du Sud. Dans la peau d'un véritable « père de la nation », qui, contrairement à d'autres, n'abusa jamais de sa position, il s'impliqua dans l'action philanthropique, en vue d' « élever la

[#] Southall Melber (2006): HSRC Press, South Africa/ The Nordic Africa Institute, Sweden, ISBN 0-7969-2120-2.

[*] Fonctionnaire au Département des Opérations de Maintien de la Paix de l'Organisation des Nations Unies djinadou@un.org,

[1] Les points de vue exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement l'opinion des Nations Unies

© Perspective Afrique 2006

dignité humaine et faire progresser les droits de l'homme et les libertés fondamentales », sans oublier de poursuivre ses idéaux, par l'activisme local – soutien d'un programme antirétroviral dans le cadre de la lutte contre le Sida, implication dans la stratégie de l'ANC pour prendre le contrôle de la province du KwaZulu Natal- ainsi que par l'utilisation de sa proéminente stature internationale pour, *inter alia*, la paix au Burundi. L'auteur démontre que seule une « conscience du globe » comme Mandela pouvait, par ses critiques sévères de l'engagement de l'administration Bush en Irak, donner de la vigueur au mouvement anti-guerre. Comme l'indique l'auteur, seul l'ancien président américain Jimmy Carter pourrait lui être comparé en tant qu'ex chef d'Etat. Cependant, Carter sera honoré davantage pour son action post-présidence, alors que les lauriers seront tressés pour Mandela sur un itinéraire constant ; avant, pendant, et après la présidence.

Comme une ironie, le livre démarre avec Mandela et se clôt sur Charles Taylor, comme si les éditeurs R. Southall et H. Melber avaient voulu indexer le contraste total entre le bien et le mal. Il n'est en effet pas possible de trouver de personnalités et symboles aussi contrastés sur la scène africaine que Taylor et Mandela. Alors que l'accession au pouvoir de Mandela marqua le plus beau jour de l'histoire contemporaine sud africaine, la fonction de chef d'Etat ne fut pour Taylor que la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Quand la gouvernance Mandela fut placée sous les signes de la réconciliation et de l'exaltation des droits de l'Homme, le règne de Taylor fut celui de la terreur et de l'iniquité. L'auteur Daniel Hoffman est toutefois prudent de ne pas présenter le libérien comme un bouffon mégalomaniaque, mais plus concrètement un brutal homme d'affaires utilisant sa position pour renforcer ses réseaux locaux et internationaux, pour s'accrocher au pouvoir et satisfaire sa prospérité personnelle et celle de sa clique.

L'analyse du Zimbabwéen Robert Mugabé est quelque peu teintée de polémique, mais qui pourrait être indifférent au drame qui se noue actuellement au Zimbabwé ? D. Moore pose plusieurs questions visant à déterminer les raisons de l'impassibilité de Mugabe aux pressions extérieures. Les réponses qu'il offre sont tout sauf charitables envers le président zimbabwéen, dont le crédit militant et politique est dénié –la guerre de libération est inscrite entre guillemets-, et où sont relevées exclusivement les « conséquences négatives du règne continu de Mugabe ». « Pouvoirs dictatoriaux », « usurpateur », « intellectuel manqué », « péchés », sont parmi les expressions utilisées pour dépeindre l'homme et son itinéraire politique. Cela dit, les raisons qu'il avance pour élucider le règne imperturbable de Mugabe méritent d'être examinées. Il évoque entre autres les normes de succession confuses au sein du Zanu-PF, la manipulation de la coercition, de l'idéologie et des alliés, la fraude électorale, et la bienveillance de « camarades » africains.

Sur le Botswana, les auteurs K. Good et I. Taylor brisent le mythe, en disséquant la « démocratie élitiste » du pays, contredisant ainsi les affirmations hâtives trop promptes à évaluer le Botswana comme « le pays le plus politiquement libre

d'Afrique…, bénéficiant d'un règne démocratique sans interruption depuis son indépendance en 1966 ». Les auteurs relèvent que les transitions présidentielles interviennent dans un cercle privé, hors de vue du peuple, et préviennent que « le supposé modèle pour l'Afrique » pourrait bien être en train de glisser vers une dynastie.

Julius Nyerere se voit attribuer une due reconnaissance en tant que premier Président à avoir, bien avant le vent du changement de la fin des années 80, professé et appliqué l'alternance présidentielle. Son ingénuité économique et ses tentatives infructueuses de désigner son successeur n'ont pas endommagé sa stature du plus grand homme d'Etat tanzanien, celui qui dépersonnalisa la présidence. Comme le remarque l'auteur R. Southall : « …face à une crise nationale, les Tanzaniens s'inspirent instinctivement de Nyerere pour se guider ». Cette dimension fut davantage accrue à la faveur de ses engagements internationaux, dont le rôle vital joué en tant que médiateur dans la crise burundaise est le plus notoire.

Le livre démontre que le pouvoir ultime appartient encore et toujours, comme en témoignent les vaines intentions de modifier les constitutions nationales pour prolonger des règnes « démocratiques » : Muluzi au Malawi, Chiluba en Zambie, Nujoma en Namibie. Pour leur part, Moi au Kenya et Rawlings au Ghana ont caressé l'idée, avant d'abandonner face à la résistance populaire et parlementaire qui se profilait. Des douze pays analysés, seul Museveni fut finalement victorieux à amender la constitution pour s'octroyer un troisième terme, et peut-être une présidence à vie. L'auteur R. Tangri introduit astucieusement le chapitre ougandais par un extrait du discours inaugural en 1986 de … Museveni : « le problème en Afrique en général, et en Ouganda en particulier, ce n'est pas le peuple, mais les dirigeants qui veulent s'accrocher au pouvoir ».

Ceux qui quittèrent le pouvoir à contrecoeur sont aisément identifiés, en ce qu'ils n'ont pas toujours été aptes à s'adapter psychologiquement à ne plus être au centre des attentions. En ce sens, l'auteur Boafo-Arthur estime qu'il est heureux que l'ancien Président Jerry Rawlings fut privé d'exercer même une influence par personne interposée. Selon lui, le comportement séditieux de Rawlings depuis sa retraite, indique clairement la manière dont la démocratie ghanéenne aurait évolué, si le successeur désigné avait conquis le pouvoir.

Les auteurs démontrent judicieusement comment certains anciens chefs d'Etat éprouvent des difficultés à faire usage de leurs noms et statuts pour des œuvres de médiation internationale et autres bons offices, lestés qu'ils sont de leurs propres errements dans le domaine des droits de l'Homme (Rawlings, Moi). Cet argument vaut également pour le Nigeria et son « armée d'ex-Présidents », tels que l'auteur S. Akinrinade les présente. Bien que la plupart de ces chefs militaires ne se sont pas évanouis dans la nature en quittant le pouvoir, ils n'ont clairement pas l'autorité morale pour être productifs sur la scène internationale. Seuls deux, sur une dizaine de chefs d'Etat militaires de la période post

indépendance, possèdent la légitimité appropriée. Ce n'est pas une coïncidence s'il s'agit de Abdusalami Abubakar, et Olusegun Obasanjo, les seuls qui ont initié une alternance réussie avec un pouvoir civil.

Les projections ne se réalisent pas toujours, comme l'illustrent les cas de Bakili Muluzi et son successeur Mutharika au Malawi, ou encore Frederick Chiluba et son successeur Mwanawasa en Zambie. Même dans le cas de la Namibie, ou Nujoma a semble t-il réussi son pari de contrôler les choses de loin, le successeur Pohamba montre des velléités d'autonomie. Bref, le troisième mandat « télécommandé » est difficile à réaliser. Contre toute attente toutefois, cela a fonctionné pour l'ancien président kenyan Moi, dont le successeur Kibaki fut incapable de tenir son engagement d'enquêter sur les allégations de corruption du précédent régime. Parmi les nombreuses raisons de cette magnanimité imprévue, l'auteur Thomas Wolf évoque un accord préélectoral entre Kibaki et Moi, lequel inclut l'immunité en échange du rapatriement discret de produits substantiels de la corruption.

S'il fallait pointer une caractéristique commune des alternances politiques en Afrique au cours de l' « ère démocratique », ce serait incontestablement l'obligation faite aux anciens présidents de se retirer de la politique active. A l'exception notable de Jerry Rawlings au Ghana et de Sam Nujoma en Namibie, les ex-leaders qui avaient initialement souhaité demeurer actifs dans l'arène politique ont dû abandonner cette ambition. Le cas le plus notable se retrouve en Zambie, où la culture de la vengeance –comme l'indique l'auteur Neo Simutanyi- avait contraint Kenneth Kaunda au réalisme. Ironie du sort, Chiluba devait subir un traitement similaire, infligé par son successeur désigné Mwanawasa. La Zambie fournit un excellent cas d'étude sur le traitement subi par les anciens chefs d'Etat. Même au Botswana, les arrangements taillés sur mesure pour Masire impliquaient son retrait de la scène politique domestique. Ce qu'il fit avec un certain succès, engrangeant la reconnaissance internationale notamment en sa qualité de Facilitateur du dialogue Inter Congolais.

Les divers auteurs font référence au rôle essentiel, quoique subtil, joué par les acteurs externes dans les changements de leadership en Afrique. Retraçant l'accession de Charles Taylor au pouvoir, D. Hoffman démontre que ce n'aurait pas été possible sans l'assistance de cercles internationaux nébuleux dont « des Européens intéressés aux richesses et au pouvoir disponibles en Afrique de l'Ouest ». Dans le cas kenyan, les « acteurs externes influents » qui encouragèrent Moi à se retirer, ont usé de leurs bons offices pour s'assurer qu'il ne serait pas dérangé par la suite. S. Morrow donne davantage de lumière sur l'influence décisive des donneurs, lorsqu'il évoque comment Muluzi fut catégoriquement dissuadé d' « outrepasser les procédures démocratiques dans la recherche d'un amendement » à la constitution du Malawi. Au contraire, l'apathie des mêmes donneurs a permis à Museveni de réviser la constitution ougandaise pour s'octroyer un troisième mandat, prolongeant ainsi son règne d'« autocratie libérale ». H. Melber indique que plusieurs acteurs internationaux préfèrent « conserver le diable qu'ils connaissent au pouvoir plutôt qu'opter

pour une alternative inconnue ».

Evaluer l'héritage du pouvoir en Afrique n'est pas tâche aisée, vu l'énergie déployée par les successeurs à annihiler la mémoire des anciens dirigeants. En dernière analyse, leur patrimoine pourrait bien se limiter aux images conservées dans l'esprit du public: Mandela s'éloignant de vingt sept années de captivité pour présider aux destinées de l'Afrique du Sud, Nyerere et son utopique Ujamaa, la disgrâce de Mugabe suite à sa réforme terrienne controversée, Taylor poursuivi pour crimes contre l'humanité, Daniel Arap Moi incarnant le débat sur la responsabilité criminelle, etc.

On regrette que ce remarquable ouvrage soit restreint à l'Afrique anglophone. Et qu'à l'exception notable du Ghana, du Libéria et du Nigeria, il s'intéresse principalement de la partie australe du continent. Il serait également utile d'explorer les variations de l'alternance politique dans l'Afrique francophone, où survit le pré carré français au détriment des droits démocratiques des peuples (le président français Chirac avait « condescendamment » évalué que l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie). En droite ligne de cette attitude destinée à pérenniser le règne de dinosaures politiques du genre Bongo au Gabon et Eyadema au Togo, plusieurs pays d'Afrique francophone en sont encore à espérer l'alternance politique. Les constitutions sont manipulées au Tchad, au Burkina Faso, en Tunisie, au Togo, en Cote d'Ivoire, etc. Même si les modèles béninois et sénégalais sont notables, « l'Afrique française » doit encore prendre exemple sur la partie sud du continent. En tout état de cause, Legacies of Power laisse espérer que les jours des règnes éternels et irresponsables sont comptés, sinon définitivement abolis.